



EXCLUSIF

Pourquoi Macron a choisi le Rwanda

CHRISTOPHE BOISBOUVIER

La photo est parlante. Le 31 juillet 2017, Michaëlle Jean sort de son premier – et unique – entretien avec Emmanuel Macron. Elle est souriante, lui a le visage fermé. Officiellement, tout s'est bien passé. La secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et le tout nouveau président français ont échangé leurs numéros de téléphone portable. Les premiers textos sont encourageants, mais l'été passe, et les premiers nuages s'amoncellent. Qu'est-ce qui cloche entre eux ? Un familier de l'Élysée hasarde une analyse qui vaut ce qu'elle vaut : « Macron aime séduire mais n'aime pas être séduit. »

Un diplomate préfère une explication plus politique : « Depuis le départ, le président est convaincu que, si elle n'est pas portée par une voix africaine, la Francophonie ne sera plus pertinente. Mme Jean a d'énormes qualités, mais elle n'est pas perçue sur le continent comme une voix africaine. » En mai 2018, Macron affirmera en effet que l'Afrique est le « centre de gravité » de la Francophonie. Fondamentalement, Michaëlle Jean a le « tort » de représenter le Canada, deuxième contributeur de l'OIF et rival naturel de la France, qui en est le premier. Bref, la Francophonie est censée redevenir un outil d'influence de cette dernière.

Impatience

À la rentrée de septembre 2017, le chef de l'État demande à ses proches collaborateurs de lui soumettre une liste de personnalités capables de succéder à Michaëlle Jean. Parmi les premiers noms évoqués, celui de

la chanteuse béninoise Angélique Kidjo. Mais plusieurs conseillers soufflent au président que, l'OIF étant une organisation politique, mieux valait choisir « quelqu'un qui a la capacité d'interagir avec les chefs d'État francophones ». Certains pensent alors au banquier Lionel Zinsou, qui fut le Premier ministre du Bénin. D'autres à Ahmedou Ould Abdallah, ex-ministre mauritanien des Affaires étrangères.

Les mois passent, aucun nom ne fait l'unanimité, et Macron

s'impatiente. De son point de vue, la principale cause de la désignation surprise de Michaëlle Jean, en 2014, est la mauvaise préparation du sommet par François Hollande et son équipe. En janvier 2018, il presse son entourage de lui trouver le meilleur profil face à une Michaëlle Jean qui vient d'annoncer sa candidature à un second mandat. La sortante s'étant illustrée par sa lutte pour la parité, il faut lui opposer une autre femme.

D'où vient l'idée de Louise Mushikiwabo ? D'un double calcul. Outre ses qualités personnelles, la ministre rwandaise des Affaires étrangères est originaire d'un pays « qu'on ne peut soupçonner d'avoir fait allégeance à la France », comme dit un proche de Macron. Soutenir une Rwandaise, c'est rompre avec la Françafrique. Par ailleurs, vu l'état désastreux des relations entre les



MICHEL EULIER/AP/SIPA

s'arrangent. Maréchaux est reçu à Kigali par Louise Mushikiwabo, qui le connaît depuis longtemps. Ensemble, ils préparent la première rencontre Macron-Kagame, qui, le 18 septembre à New York, se déroule sans accroc. Mais l'idée d'une candidature rwandaise à l'OIF n'est pas encore dans les tuyaux...

Le 28 janvier 2018, ce même Maréchaux assiste à Addis-Abeba au 30^e sommet de l'Union africaine (UA), lors duquel Kagame prend



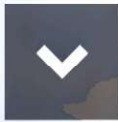
EN JANVIER 2018, MACRON PRESSE SON ENTOURAGE DE LUI TROUVER LE MEILLEUR PROFIL FACE À UNE MICHAËLLE JEAN QUI VIENT D'ANNONCER SA CANDIDATURE.

la présidence tournante de l'organisation. Est-ce à ce moment-là que Macron fait passer un message à son homologue rwandais ? Possible. En dépit des apparences, Paris et Kigali se parlent assez fréquemment par le biais de divers émissaires. Le plus discret d'entre eux est sans doute Maurice Lévy, ancien patron du groupe Publicis, le numéro trois mondial de la publicité. Dès août 2016, Lévy soutient la précampagne de Macron. Début 2018, il invite le président rwandais au salon Viva Technology, qu'il organise au mois de mai suivant, à Paris. Quelques semaines plus tard, Kagame confiera : « Maurice Lévy m'a aussi parlé de l'OIF. »

Surprise et plaisir

Le 23 février, à Bruxelles, en marge d'un sommet sur le financement du G5 Sahel, les Français abattent leur jeu. Macron, Jean-Yves Le Drian, le chef de sa diplomatie, et Franck Paris, son conseiller Afrique, présentent au Tchadien Moussa Faki Mahamat, qui préside la Commission de l'UA, leur projet de candidature Mushikiwabo et lui demandent de la soutenir. La manœuvre est habile. Si l'UA s'approprie le projet, la France ne sera plus seule en première ligne. Le Tchadien accepte.

Comment réagissent les Rwandais ? « Avec un mélange de surprise et de plaisir », dira Louise Mushikiwabo dans une interview au site web de *Jeune Afrique*, le 24 septembre dernier. Kigali est séduit mais se donne le temps de la réflexion. Le 11 mars 2018, lors d'une rencontre à New Delhi en marge du sommet de l'Alliance solaire internationale, Kagame ne donne pas encore de



LES IMPLANTATIONS DE LA FRANCOPHONIE

- Siège de l'OIF
 - ▲ Représentation permanente
 - Bureau régional
 - ◆ Antenne régionale
- Gouvernements et États :**
- Membres de l'OIF (54 États)
 - Membres associés (4)
 - Observateurs (26)

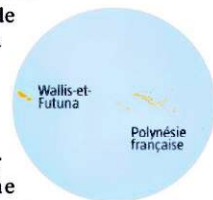
réponse claire. Macron en parlait-il au roi du Maroc, lors de leur rencontre du 10 avril, à Paris ? En tout cas, le 29 avril, à Brazzaville, lors du premier sommet sur le Fonds bleu du bassin du Congo, le dîner officiel est retardé à cause d'un long tête-à-tête entre Mohammed VI et Paul Kagame. « C'est nous qui avons convaincu les Rwandais d'accepter l'offre française », confie un proche du souverain marocain.

À partir de là, tout s'accélère. Le 8 mai, *Jeune Afrique* révèle que la ministre rwandaise est sur le point de se porter candidate à l'OIF.

Le 24 mai, à l'occasion de sa visite au salon Viva Technology de Paris, Kagame officialise la nouvelle au côté d'un Emmanuel Macron tout sourire. « Annoncer la candidature d'une Africaine depuis l'Élysée, cela nous a gênés, confie aujourd'hui un ministre africain des Affaires étrangères. Heureusement que nous l'avons ensuite validée. » De fait, le 28 juin, à Nouakchott, en prélude au 31^e sommet de l'UA, Mushikiwabo reçoit le soutien officiel du comité des candidatures.

Pas de retrait

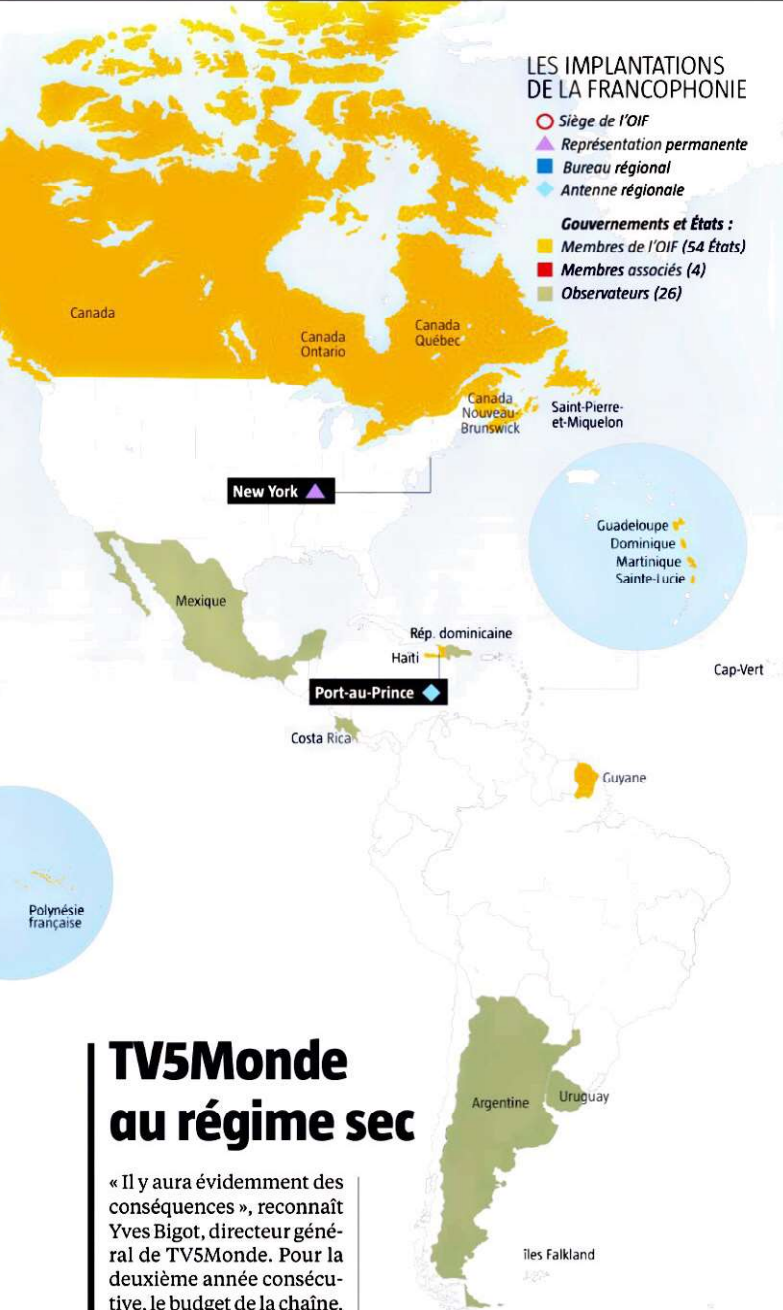
Début juillet, Paris et Kigali espèrent que, face à une telle offensive, Michaëlle Jean va retirer sa candidature. C'est compter sans la combativité de l'ex-gouverneure générale du Canada, activement soutenue par Justin Trudeau. Le Premier ministre canadien lâche à son partenaire français : « Cher Emmanuel, nous sommes amis, mais sur cette affaire, on ne s'entendra pas. » Puis il multiplie les appels téléphoniques aux présidents africains pour essayer de casser le consensus de →

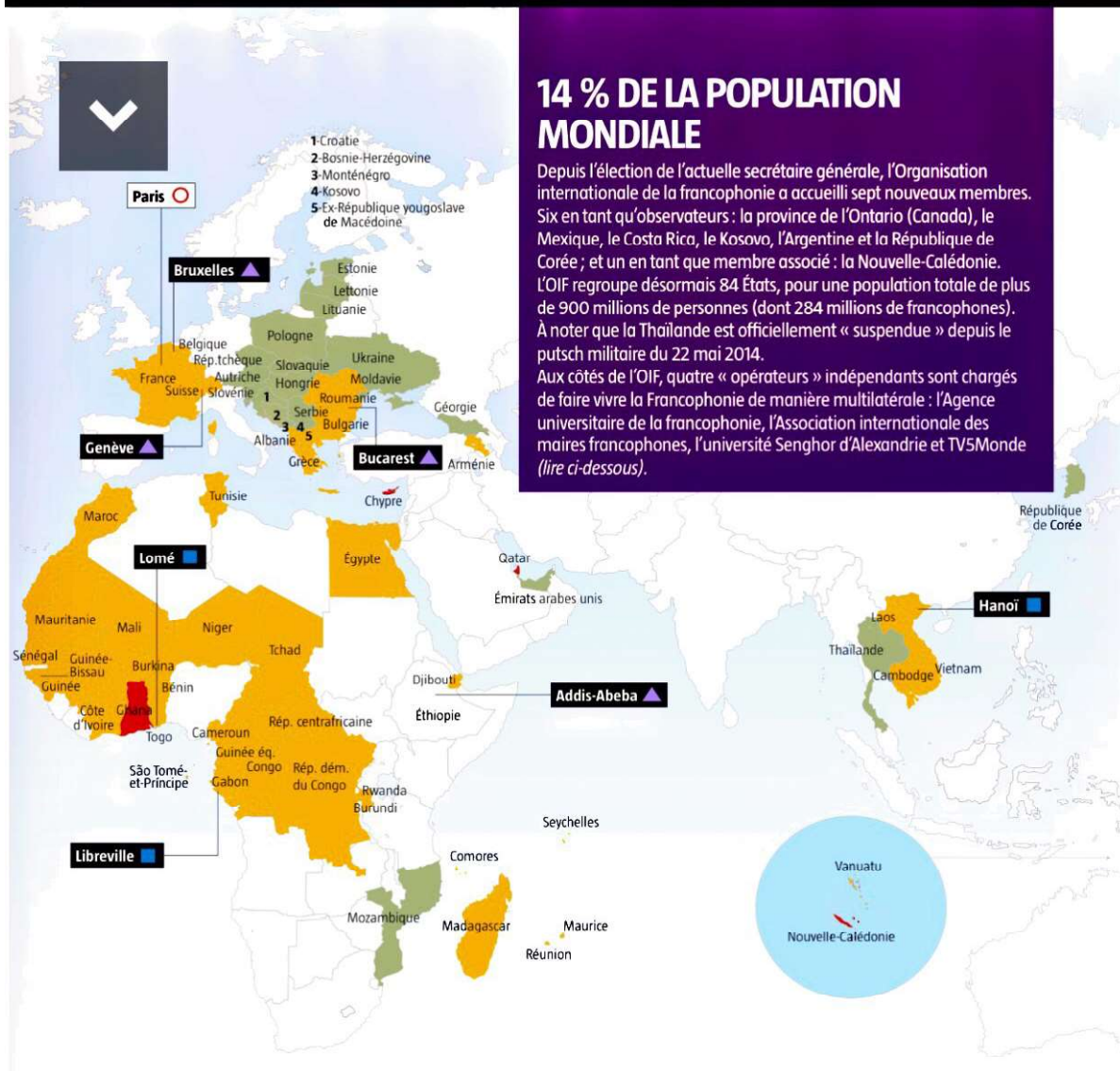


TV5Monde au régime sec

« Il y aura évidemment des conséquences », reconnaît Yves Bigot, directeur général de TV5Monde. Pour la deuxième année consécutive, le budget de la chaîne, qui fait partie des quatre « opérateurs » de la francophonie mais ne dépend pas statutairement de l'OIF, risque en effet de diminuer en 2019, alors qu'il n'avait cessé d'augmenter au cours de la décennie précédente. Comment expliquer cette inversion de tendance ? Avant tout par la baisse de

la dotation octroyée par la France (près de 69 % des ressources de l'organisation). D'après le projet de loi de finances 2019, ladite dotation passera de 77,4 millions à 76,2 millions d'euros (-1,6 %). Autant dire que le plan stratégique





de la « chaîne culturelle francophone » visant à développer le numérique jusqu'en 2020 a du plomb dans l'aile.

Financement

Si l'Afrique représente 44 % de ses revenus publicitaires (10,5 millions d'euros au total en 2017), la chaîne ne compte, depuis sa création en 1984, que cinq bailleurs de fonds : la France, la Fédération de Wallonie-Bruxelles, la Suisse, le Canada et sa province francophone du

Québec. Malgré son récent recentrage éditorial vers davantage de culture et moins d'information, une diffusion gratuite dans 48 pays africains et une sensible africanisation de ses programmes, les pays du continent rechignent à mettre la main à la poche. À preuve, « en 2012, lors de la création de TIVISMonde [chaîne pour enfants], de nombreux dirigeants africains avaient trouvé le projet génial et promis de participer au financement, se souvient Bigot.

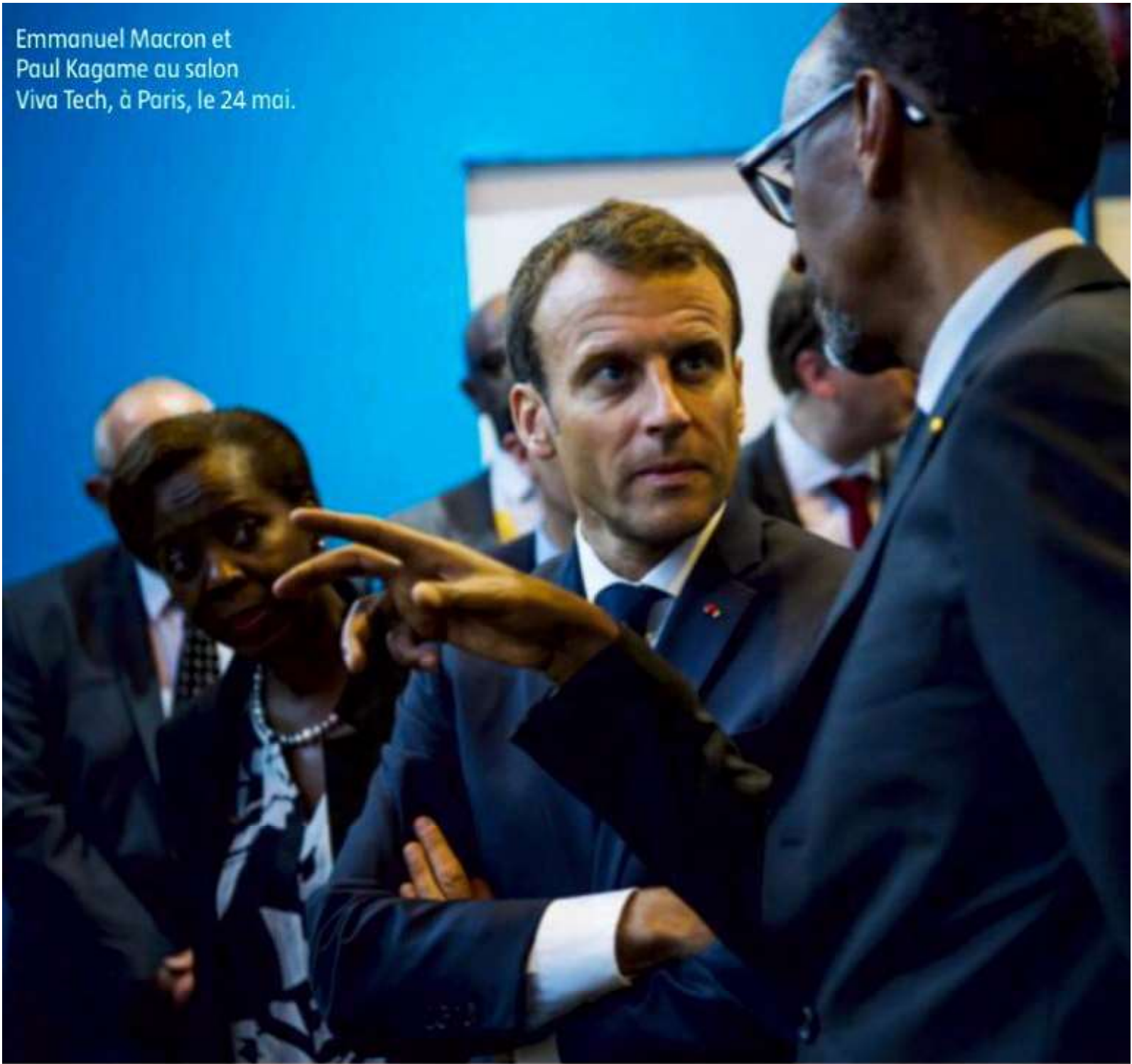
Mais lors du lancement, quatre ans plus tard, seul le Sénégalais Macky Sall a tenu sa promesse et apporté 150 000 euros. » Plutôt maigre.

Des promesses non tenues d'autant plus malvenues que la concurrence s'intensifie avec l'émergence d'acteurs extra-continentaux aux moyens considérables (StarTimes, CCTV, BeIn, Al-Jazira, etc.) et la création de nombreuses chaînes locales à la faveur de l'essor de la TNT.

Reste que le directeur général – qui n'exprime aucune préférence entre les deux candidates au secrétariat de l'OIF, dont il ne dépend pas hiérarchiquement – n'a pas perdu espoir de voir certains États comme le Maroc ou la Côte d'Ivoire participer bientôt au tour de table. « C'est essentiel pour l'avenir de TV5Monde », nous confiait-il l'année dernière. À Erevan, il aura l'occasion de plaider une nouvelle fois sa cause.

JULIEN WAGNER

Emmanuel Macron et Paul Kagame au salon Viva Tech, à Paris, le 24 mai.



publicé mais toujours là !

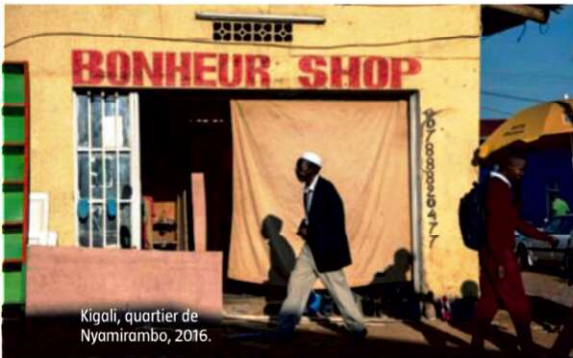


Est-ce à cause de la résistance des Canadiens et des protestations des défenseurs des droits de l'homme (Amnesty International, Reporters sans frontières)? Le 14 septembre, Kigali ordonne la libération de 2140 prisonniers, dont celle de l'opposante Victoire Ingabire. « Cette grâce collective n'a rien à voir avec la Francophonie, mais si d'aucuns s'en réjouissent au sein de l'OIF, tant mieux! » commente Mushikiwabo dans son interview à *Jeune Afrique*. « La libération de ces prisonniers est un aveu de leur existence. Et j'observe que le président rwandais les a avertis qu'il pourrait les renvoyer en prison », rétorque Michaëlle Jean dans un entretien au site web de *Jeune Afrique*, le 4 octobre. « Au Rwanda, je n'ai pas vu une décision de cette portée depuis quinze ans », se réjouit un diplomate français.

110 088 EUROS

La somme due par le Rwanda à l'OIF à la date du 6 avril 2018. Ce montant correspondait à des versements non effectués au titre de la contribution statutaire du pays en 2014, 2015, 2017 et 2018. L'ensemble des sommes dues (arriérés et contribution de l'année 2018) a été réglé au mois de mai. Au moment de l'officialisation de la candidature de Louise Mushikiwabo.

Deux stratégies s'opposent. Michaëlle Jean veut maintenir sa candidature jusqu'à l'ultime réunion du sommet d'Erevan, le 12 octobre, à midi, afin que les 54 chefs de délégation soient obligés de voter à bulletin secret, ce qui pourrait faire voler en éclats le consensus de Nouakchott. Louise Mushikiwabo, de son côté, fait tout pour consolider le bloc africain et l'élargir aux autres continents. Le 2 octobre, pour le 60^e anniversaire de l'indépendance de la Guinée, elle était à Conakry aux côtés de dix chefs d'État francophones. Ses alliés français espèrent même secrètement que Trudeau « lâchera » sa compatriote en échange de la promesse que le Canada décrochera un siège non permanent au Conseil de sécurité en 2020 ou en 2022. L'Afrique restera-t-elle unie? C'est le principal enjeu de cette bataille entre deux grandes dames. ■



connotation générationnelle et sociale. On sait immédiatement que ceux qui le parlent ont un certain âge et un certain niveau d'éducation », estime l'historienne Assumpta Mugiraneza.

Le cas de Paul Kagame lui-même est emblématique de la situation linguistique du pays: le président ne parle pas le

français, même s'il le lit et le comprend, et pour cause: il a grandi en exil en Ouganda, anglophone, avant de rejoindre la rébellion de Yoweri Museveni. À l'inverse, son épouse Jeannette, élevée au Burundi, est parfaitement francophone. Quant à Louise Mushikiwabo, elle est aussi à l'aise en français qu'en anglais.

D'abord totalement supplanté par l'anglais dans les programmes du primaire, le français y a fait un discret retour à partir de l'année scolaire 2014-2015, mais reste marginal. Pour s'en convaincre, il suffit de se pencher sur l'emploi du temps des écoliers. L'enseignement préprimaire (3-5 ans) est entièrement dispensé en kinyarwanda. L'anglais fait son apparition à l'âge de 6 ans, et le français à partir de 9 ans, à très petites doses: quarante minutes par semaine. Dans le secondaire, les trois premières années (12-15 ans) comportent deux tranches hebdomadaires de quarante minutes en français et une tranche de même durée en kiswahili. « Notre action répond à une logique d'intégration régionale. Le kiswahili est

très important au Congo, en Tanzanie et au Kenya. Nous sommes au carrefour de différentes langues, et c'est une force », explique le Dr Irénée Ndayambaje, directeur général du Rwanda Education Board, une agence gouvernementale. Les étudiants du secondaire peuvent ensuite choisir un « parcours langues » incluant le français (sept périodes par semaine), le kiswahili et l'anglais. « La langue du travail, du management, est désormais sans discussion l'anglais. Et la fonction publique dans son ensemble a basculé dès 2008, commente Gasamagera Wellars, patron du Rwanda Management Institute. Maintenant, quand les Rwandais veulent vraiment se dire les choses, ils le font en kinyarwanda. »

ROMAIN GRAS, envoyé spécial



Sommet d'Erevan : une élection

Michaëlle Jean

La secrétaire générale sortante aborde l'élection en position d'outsider. Seul un ferme veto de ses partisans visant sa rivale pourrait lui permettre d'obtenir un second mandat.

ATOUTS

Sa détermination

Malgré les pressions amicales et la volonté de lui ménager une porte de sortie, elle a décidé de maintenir sa candidature jusqu'au bout. Quitte à provoquer un débat houleux entre chefs d'État. Une discussion à huis clos comporte toujours une part d'imprévu qui pourrait lui être favorable.

La déclaration de Bamako

Ce texte, adopté en 2000 par les chefs d'État francophones, fait de la démocratie « un système de valeurs universelles ». Or Louise Mushikiwabo conteste cette universalité et estime que ce modèle « peut varier en fonction du contexte et de l'histoire de chaque pays ». Jean se veut, a contrario, la « légataire » de cet héritage.

Sa résistance à Macron

En révélant publiquement, en mai, son soutien à Mushikiwabo sans en avertir sa rivale, le président français a pu donner l'impression de placer les autres pays devant le fait accompli. Jean entend donc incarner une résistance contre une Francophonie conçue comme un simple instrument de la diplomatie française.

HANDICAPS

Sa nationalité

Plus de la moitié (29 sur 54) des États membres de plein droit de l'OIF sont africains. Jusqu'à l'élection de Jean, l'institution avait toujours été dirigée par une personnalité originaire du continent. La Canadienne doit donc son élection aux divisions entre Africains, qui ne seront pas de mise à Erevan. L'UA et la France entendent bien de surcroît refermer cette parenthèse nord-américaine.

Le contraste avec Abdou Diouf

Précurseur de la démocratisation du continent, l'ex-président sénégalais était unanimement écouté et respecté. Ce qui lui permettait de faire passer des messages discrets, mais parfois fermes. L'OIF a largement perdu cette capacité. Diouf juge d'ailleurs assez durement le bilan de son successeur, même s'il s'abstient de toute critique publique.

Le syndicat des chefs d'État africains

La sortante est loin d'avoir l'oreille de tous les présidents du continent. Lors de la récente crise au



Togo, son représentant n'a même pas pu se rendre sur place. Pendant son mandat, elle s'est surtout appuyée sur la jeunesse et sur les sociétés civiles. Mais à Erevan, ce sont les chefs d'État qui décideront.

Les critiques de ses compatriotes

Si le Premier ministre Justin Trudeau a mouillé la chemise pour la défendre, elle ne fait pas l'unanimité

dans son propre pays. Les critiques à son encontre viennent notamment des nationalistes québécois, dont la province dispose d'un siège à l'OIF. François Legault, le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), qui vient de remporter les élections dans la Belle Province, lui reproche notamment ses défaillances dans les domaines de la « transparence » et du « contrôle des coûts ».

PIERRE BOISSELET



deux candidates, une favorite

Louise Mushikiwabo

Soutenue par l'UA, la France et la Belgique, la chef de la diplomatie rwandaise est en position de force. Ce qui ne fait pas taire les critiques.



BRUNO LEVY POUR L'A

ATOUTS

Le poids de ses soutiens

Depuis le sommet de l'UA, début juillet, les 29 pays africains membres de l'OIF la soutiennent officiellement. Elle n'en a pas moins multiplié les visites sur le continent, du Sénégal à la RD Congo et de la Tunisie à Madagascar – sans parler de divers pays européens et asiatiques. La France

est elle aussi derrière elle, tout comme le gouvernement fédéral belge.

Son expérience diplomatique

Ministre des Affaires étrangères depuis 2009, elle a joué un rôle clé dans l'expansion diplomatique de son pays, notamment en Afrique, où il compte de nombreux alliés : Maroc, Gabon, Guinée, Bénin, Mali, Tchad, Sénégal, etc.

Le rayonnement de son pays...

En matière de développement, d'urbanisme, de parité, de sécurité ou de gouvernance économique, la success-story rwandaise est souvent citée en exemple. Chargé, en 2017, de réformer l'UA, Kagame assume depuis janvier la présidence tournante de l'organisation.

... et sa diversité linguistique

Contrairement à ce qu'on croit, le français reste bien ancré au Rwanda : il est langue officielle aux côtés du kinyarwanda, de l'anglais et du kiswahili. Les documents officiels sont rédigés dans les trois premières de ces langues, qu'elle parle couramment.

HANDICAPS

L'autoritarisme de son gouvernement...

Fondé sur le consensus entre partis – autorisés – et marqué par l'hégémonie du FPR, le système rwandais est souvent dépeint en Occident comme une autocratie déguisée, où l'opposition est réduite au silence. Et la réforme constitutionnelle adoptée en 2015 n'a fait qu'attiser

les critiques : elle permet à Paul Kagame de demeurer président au-delà de ses deux premiers mandats.

... et sa conception de la liberté de la presse

En juillet, Reporters sans frontières s'inquiétait de « cette candidature issue de l'un des pires régimes en matière de liberté de la presse ». Le classement annuel de l'ONG fait du Rwanda l'un des plus mauvais élèves de la planète. Une loi récemment adoptée, qui prévoit une peine de deux ans d'emprisonnement et une amende contre les auteurs de caricatures représentant les hauts responsables de l'État, n'est pas de nature à améliorer cette perception.

Le « pragmatisme » linguistique

En 2003, l'anglais devient langue officielle au Rwanda. Et, en 2008, langue principale dans l'enseignement et l'administration. L'année suivante, le pays devient membre du Commonwealth (comme le Cameroun et le Canada). Pour les dévots d'une Francophonie franco-centrée, le « pragmatisme » linguistique défendu par les autorités rwandaises tient de la déclaration de guerre.

MEHDI BA



CÔTE D'IVOIRE

Test grandeur

Les résultats des élections locales du 13 octobre établiront l'influence réelle des différentes forces politiques, à deux ans d'une présidentielle décisive.

VINCENT DUHEM, à Abidjan

Depuis plusieurs semaines déjà, la Côte d'Ivoire a des allures de vaste kermesse. On y fait des cadeaux, on y distribue de l'argent et on y promet des prises en charge médicales tout en multipliant les annonces retentissantes... Rien n'est trop beau pour séduire les 6,5 millions d'Ivoiriens appelés à choisir leurs représentants locaux le 13 octobre. Il faut dire que ces élections municipales et

42 **RD Congo** Un pour
vous, tous pour un

46 **Tribune** Diplomatie religieuse
tous azimuts

48 **Secrets d'histoire**
Un tigre à Malabo



nature

Malgré tous leurs efforts, le RDR et le PDCI n'ont pas réussi à limiter le nombre de candidatures indépendantes.

régionales ont un parfum particulier : elles ont lieu à deux ans d'un scrutin présidentiel qui s'annonce bien plus ouvert et bien plus incertain que celui de 2015, ce qui rend le contrôle des mairies et des conseils régionaux encore plus déterminant. Ce sera aussi la première fois, depuis la fin de la crise postélectorale en 2011, que le Rassemblement des républicains (RDR) d'Alassane Ouattara et le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) d'Henri Konan Bédié feront bande à part, chacun de son côté. Les scrutins à venir auront donc valeur de test.

Pour le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), le parti unifié qu'a rejoint le RDR et dont la création sera finalisée en décembre, les enjeux ne manquent pas. Il lui faut d'abord prouver qu'il n'est pas qu'un RDR bis et qu'il est capable d'établir un maillage national. Il espère aussi prendre le contrôle des communes les plus riches et les plus peuplées d'Abidjan, ainsi que de certaines zones du sud-est et du sud-ouest de la Côte d'Ivoire pour encercler le PDCI dans son fief du « V baoulé », dans le Centre.

ISSOUF SANGHO/AFIP



**SORO A ASSURÉ
À OUATTARA QU'IL
N'Y ÉTAIT POUR RIEN
DANS LES
CANDIDATURES DE
PLUSIEURS DE SES
PROCHES À MÊME DE
GÉNER LE RDR.**

→ Particulièrement impliqué, le chef de l'État a supervisé le choix des candidats. Autour de lui, le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, la présidente du RDR, Henriette Diabaté, le ministre de la Défense, Hamed Bakayoko, le chef de l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), Albert Mabri Toikeusse, et l'homme d'affaires Adama Bictogo, membre du RDR qui lui est proche.

Avec 202 candidats pour les élections municipales et régionales, contre 121 pour le PDCI et douze pour le Front populaire ivoirien (FPI), le RHDP est en position de force. Mais, malgré d'intenses pressions, le vœu d'Alassane Ouattara de limiter les indépendants n'a pas été exaucé. Ceux-ci seront au nombre de 430. « Ce n'est pas acceptable, gronde un conseiller du Premier ministre. Les démarches se poursuivent pour que certains se retirent d'ici au 13 octobre. Dans le cas contraire, les sanctions tomberont. »

Plusieurs dizaines de proches de Guillaume Soro ont ainsi décidé de passer outre les arbitrages des appareils et de maintenir leur participation. Avant de s'envoler pour des vacances en Europe, mi-août, le président de l'Assemblée nationale avait assuré à Ouattara n'y être pour rien, mais avait peiné à convaincre son interlocuteur. Selon nos sources, Soro ne devrait regagner Abidjan qu'après le vote, comme s'il voulait montrer qu'il ne se sent pas concerné.

Posture délicate

Avec presque deux fois moins de candidats que le RHDP et des moyens bien moins importants, le PDCI aborde cette échéance dans une posture délicate. Les semaines qui ont précédé le lancement de la campagne ont mis en lumière ses divisions, et ce n'est que le 24 septembre que sa participation aux élections a été actée, en dépit du fait que la commission électorale n'ait pas été préalablement réformée. Mais le PDCI est affaibli : plusieurs dizaines de ses cadres ont choisi de se présenter sous la bannière du parti unifié, et Bédié a été surpris du positionnement de certains. « Ce n'est que le 9 août que l'ancien président a annoncé que le PDCI ne rejoindrait pas le RHDP, décrypte Arthur Banga, docteur en relations internationales. Il a pris de court ceux qui avaient déjà constitué leur liste, et certains ne pouvaient plus faire machine arrière. D'autres ont subi d'intenses pressions de la part du RDR. C'est le cas de Mablan Beugré, qui brigue sa propre succession à la mairie de Bingerville. Il est encarté au PDCI, mais il a dû accepter de concourir sous la bannière du RHDP. » Quant à ceux qui espéraient que ces élections distingueraient les pro- des anti-RHDP, ils devront encore patienter. La confusion demeure, alimentée par le pouvoir, comme le montre la présence du logo de l'ex-parti unique sur les affiches de campagne de la nouvelle formation unifiée.

Une trop large défaite du PDCI au soir du 13 octobre pourrait-elle inciter Bédié à faire marche arrière ? Un baron du parti répond que « Bédié n'est plus en mesure de décider seul » et qu'il « ne peut plus reculer ». Mais les partisans du RHDP et certains proches d'Alassane Ouattara espèrent encore un rapprochement. Ils soulignent qu'entre le chef de l'État et Bédié les ponts n'ont jamais été totalement coupés et que plusieurs personnalités, comme le notaire Cheickna Sylla ou le père du ministre des Affaires étrangères, Marcel Amon Tanoh, s'efforcent de maintenir un lien entre les deux hommes. « Tout peut encore changer d'ici à la fin de l'année 2019 en fonction de l'évolution du rapport de force », conclut un observateur de la vie politique ivoirienne.

Mais l'importance de ces élections pour les partis et les moyens colossaux déployés tranchent avec le peu d'engouement des électeurs, et le taux de participation s'annonce faible. « Depuis 2011, les scrutins ne passionnent plus les Ivoiriens, relève Hugues Atchet, président d'une association de jeunes de la commune de Marcory. Les gens sont désabusés et fatigués par les guéguerres partisans. La preuve : le recensement électoral a été, cette année encore, gangrené par le convoyage des électeurs [procédé par lequel ils s'inscrivent dans une localité autre que la leur moyennant rétribution]. Il n'a pas permis de mobiliser autant de personnes qu'espéré. » ■

Abonnez-vous à
jeuneafrique



Découvrez toutes nos
offres d'abonnement sur
jeuneafrique.com
ou contactez-nous au
+33 (0)1 44 70 14 74



QUESTIONS À...

Fahiraman Rodrigue Koné

Sociologue et analyste politique, membre de l'African Security Sector Network

« Henri Konan Bédié ne
fera pas marche arrière »

Jeune Afrique : Henri Konan Bédié pourrait-il reconsidérer sa position sur le parti unifié si le PDCI perdait du terrain le 13 octobre ?

Fahiraman Rodrigue Koné : Je ne pense pas. Certes, ceux qui, au sein du PDCI, sont partisans du RHDP, pourraient reprendre du poil de la bête. Mais Henri Konan Bédié semble déterminé, et il a le soutien du noyau dur de son parti et de son électorat. En outre, le PDCI veut vraiment revenir au pouvoir. Il n'a donc pas d'autre choix que d'affronter le RDR.

Les semaines qui ont précédé les élections ont été dures. Certains candidats indépendants ou étiquetés PDCI ont subi de fortes pressions...

De fait, le pouvoir fait tout pour diviser et fragiliser ses opposants. Il mobilise toutes les ressources

disponibles, y compris juridiques. En juin, la justice ne s'est-elle pas prononcée sur la validité d'un bureau politique du PDCI ? Plus généralement, depuis 2010, certaines élites du RDR ont des pratiques très dirigistes qui rappellent l'époque du parti unique et qui ont verrouillé l'espace politique.

Risque-t-on de voir resurgir les discours « ivoitairiens » ?

Ils restent fortement ancrés dans l'imaginaire collectif. Une forme d'ethno-citoyenneté continue de s'exprimer, et il suffirait qu'un discours politique mette cette question en avant au niveau national pour que les conflits identitaires resurgissent.

Le taux de participation pourrait une nouvelle fois être assez faible. Pourquoi ce désintérêt vis-à-vis de la politique ?



DR

Les événements de 2010 constituent une expérience fortement traumatisante, et les Ivoiriens associent désormais violence et élection. Mais il y a aussi une grosse déception à l'égard de l'offre politique. Les jeunes, par exemple, ne voient pas en quoi aller voter permettrait d'améliorer leur quotidien. Pour eux, l'élection est un jeu de dupes. Et de fait, il n'y a pas d'évolution qualitative du système démocratique ivoirien. Les acteurs comme les discours sont recyclés scrutin après scrutin. Enfin, une partie de la population juge la machine électorale partisane. Quels que soient ses efforts, la commission électorale fait l'objet de suspicions. Elle et son président [Yousouf Bakayoko], en poste depuis 2010, symbolisent aux yeux de beaucoup les failles du système.

Propos recueillis par V.D.

PROMOUVOIR LES TIC ET L'AGRICULTURE EN AFRIQUE GRACE AU PPP

FORUM PPP

CASABLANCA Les 12 & 13 NOVEMBRE 2018

Tél: +33(0)1 46 94 67 43
E-mail: inscription@forum-ppp.com

www.forum-ppp.com

PARTENAIRES



Ils jouent gros

MÊ PATRICK ACHI TIRAILLÉ

L'élection au conseil régional de la Mê ne présente pas de fort enjeu. Très bien implanté localement, **Patrick Achi** devrait n'avoir aucun mal à se faire reconduire à sa tête. Mais, comme **Alain Richard Donwahi** dans la Nawa, Achi est tiraillé entre son appartenance politique (il est membre de l'ancien parti unique) et sa fonction (il est le secrétaire général de la présidence). Et comme Donwahi, qui est, lui, ministre des Eaux et Forêts, il a obtenu une double investiture RHDP-PDCI. Chargé des Infrastructures de 2000 à 2017, Achi a survécu à plusieurs gouvernements et manie à merveille l'art de la diplomatie. Il est de ceux qui maintiennent le lien entre **Alassane Ouattara** et **Henri Konan Bédié** depuis que leurs relations se sont dégradées. Conscient du fait que la base de l'électorat PDCI ne veut pas du parti unifié, il l'a plusieurs fois expliqué au chef de l'État, mais a toujours pris soin de rester mesuré. Le 24 septembre, à Daoukro, alors que le bureau du PDCI votait pour confirmer sa prise de distance avec le RHDP, Achi a préféré s'abstenir. « Je suis peiné », a-t-il commenté. Plus tard, il n'était pas présent lors de l'investiture des candidats du RHDP. Ni pendant celle des candidats du PDCI le lendemain...

VINCENT FOURNIER/JA



Le secrétaire général de la présidence est aussi membre du PDCI.

Aboudramane Sangaré (en bleu) et Simone Gbagbo, le 10 août, à Abidjan.



ISSAM ZEYI - TRUTHARD MEDIAS

GAGNOA UN PRO-GBAGBO TÊTE DE LISTE

Malgré la libération de Simone Gbagbo, le 8 août, le FPI de **Laurent Gbagbo** ne participera pas aux scrutins. Ce n'est pas une surprise : il estime toujours que la commission électorale est illégitime et a boycotté les dernières opérations de recensement d'électeurs. Néanmoins, plusieurs proches de la branche du FPI fidèle à l'ancien président se retrouvent sur des listes. À Gagnoa, l'un d'eux en conduit même une. Dans cet ancien fief du FPI passé en 2011 dans le giron du RDR, il sera intéressant d'observer le score de **Christian Carlos Dadi**, un ancien fonctionnaire de la Banque mondiale partisan de la mouvance menée par Aboudramane Sangaré. Certes, le candidat du parti unifié, **Medji Bamba**, ne devrait pas avoir de mal à l'emporter face à **Alain Marie Octave Deigna**, du PDCI. Mais la libération de l'ancienne première dame semble avoir soulagé l'électorat pro-Gbagbo d'un poids. Cela se fera-t-il sentir dans les urnes ?

ABOBO LE PARI RISQUÉ DE HAMED BAKAYOKO

Il suffisait d'être présent le 29 septembre au lancement officiel de la campagne de **Hamed Bakayoko** pour comprendre l'importance que revêt, aux yeux des autorités, l'élection du ministre de la Défense à la mairie d'Abobo. Une bonne partie de l'exécutif était venue le soutenir : le Premier ministre, **Amadou Gon**

Coulibaly, la secrétaire générale du RDR, **Kandia Camara**, le directeur du cabinet du chef de l'État, **Fidèle Sarassoro**, la directrice de la communication (et nièce) d'Alassane Ouattara, **Masséré Touré**, ou le très discret responsable des services extérieurs de la présidence, **Amadou Coulibaly**. Même s'il est député de Séguéla, **Hamed Bakayoko** a passé une partie de sa jeunesse à Abobo, fief du RDR, très marqué par la crise postélectorale et où Ouattara a réalisé ses plus gros scores en 2010 et en 2015. Pour l'emporter, Bakayoko n'a donc pas lésiné sur les moyens. Selon un de ses proches, près de 500 millions de F CFA (762 200 euros) ont été dépensés avant même le début de la campagne. Il y a également effectué de nombreux déplacements et meetings. **Téfour Koné**, son principal adversaire, est inconnu du



ISSOUF SANGO/ATP

Des partisans du ministre de la Défense, le 29 septembre.

grand public. Candidat indépendant, il bénéficie néanmoins du soutien de **Guillaume Soro**. Le président de l'Assemblée nationale ne l'a pas exprimé directement, mais ses proches s'en sont chargés. Son directeur de communication, **Moussa Touré**, ainsi que son frère cadet, **Simon Soro**, sont présents sur la liste de Koné, un enseignant jusqu'à présent député suppléant d'Abobo, dont il est originaire. Quant à l'ONG de Soro, La vie, elle a financé nombre de ses activités. « Abobo est symbolique. Bakayoko est sous pression car tout autre résultat qu'une large victoire risque d'être perçu comme un échec », résume un conseiller du ministre. Face à lui, Koné a choisi une campagne de proximité, débutée il y a de longs mois. Fera-t-il le poids face à l'impressionnante machine du RHDP ?



COCODY GUERRE FRATRICIDE AU PDCI

À l'instar des autres grosses communes d'Abidjan, Cocody la coquette aiguise les convoitises, et la bataille que s'y livreront plusieurs personnalités du PDCI est emblématique des turbulences que traverse l'ancien parti unique. Trois de ses cadres s'y disputeront la mairie. Il y a d'abord l'édile sortant, **Mathias Aka N'Gouan**. Cet économiste de formation élu en 2013 se présentera sous la bannière du RHDP. « Il n'était pas le choix de Bédié, qui a estimé qu'il n'était pas assez loyal envers le parti et qu'il avait affiché un soutien trop marqué à Ouattara, raconte un membre du PDCI. En plus, depuis les législatives de la fin de



L'officier à la retraite Jean-Marc Yacé sera opposé à Mathias Aka N'Gouan, le maire sortant.

2015, N'Gouan s'est positionné comme l'adversaire de **Maurice Kacou Guikahué**, le secrétaire exécutif du PDCI. » C'est donc l'enfant d'une grande famille ivoirienne qui portera les couleurs du parti : Jean-Marc Yacé, neveu de Philippe Yacé, un ancien président de l'Assemblée nationale et ami de Félix Houphouët-Boigny. Officier de l'armée à la retraite, Jean-Marc Yacé est un proche de **Henriette Bédié**, l'épouse du Sphinx de Daoukro.

Il faudra aussi compter avec **Colette Koné**. Déçue de ne pas avoir les faveurs du PDCI, elle a décidé de poursuivre l'aventure en tant qu'indépendante. La décision de cette femme d'appareil, membre du secrétariat exécutif, a fait grincer des dents et alimenté les suspicions. En effet, son époux, **Mamadou Koné**, président du Conseil constitutionnel, est un proche de Ouattara, et sa candidature menace d'émietter l'électorat des houphouëtistes.

BOUAKÉ DJIBO GRAND FAVORI

Nicolas Djibo est soulagé. Jusqu'au dernier moment, le maire sortant de Bouaké, membre du RDR mais élu en tant qu'indépendant en 2013, a craint que le RHDP ne lui préfère le ministre des Transports, **Amadou Koné**. Mais le parti unifié l'a investi, et le cousin du Premier ministre devra encore patienter. Déterminée à ne pas laisser la part belle aux indépendants dans cette ville frondeuse et parfois imprévisible, la coalition au pouvoir a cette fois tenu à faire front derrière Djibo. Soutenu par la machine RDR, qui truste 80 % de l'électorat dans l'ancienne capitale de la rébellion, il fait

donc figure de grand favori. Ce fils d'un baron du PDCI qui fut le premier édile de Bouaké aura comme principal concurrent **Lambert N'Guessan**, l'actuel vice-président du conseil régional. Cet expert de la filière café-cacao, candidat du PDCI, rêve de reprendre la ville qu'il a longtemps contrôlée. « Mais si le RDR est uni, il a très peu de chances de perdre », estime un notable local. À noter que l'ancien parti unique pourrait également voir la région de Bouaké (celle du Gbeke) lui échapper tant il y est divisé : l'un de ses cadres, le ministre **Jean-Claude Kouassi**, se présentera sous la bannière du RHDP. Le PDCI, lui, a investi **Jacques Mangoua Koffi Saraka**. Du coup, le président PDCI sortant du conseil régional, Jean Kouassi Abonouan, se présentera en indépendant.



MORONOU UN NOUVEL ÉLAN POUR AFFI N'GUESSAN ?

Stop ou encore ? **Pascal Affi N'Guessan** joue gros dans sa région du Moronou (Centre-Est). Certes, le chef d'une des deux tendances du FPI a battu Alassane Ouattara à la présidentielle de 2015. Il possède également un ancrage à Bongouanou, dont il est député-maire depuis les années 1990. Mais il est loin de partir favori face à **Véronique Aka**, la présidente du conseil régional et de la puissante section des femmes rurales du PDCI. Fille adoptive de Thérèse Houphouët-Boigny et militante du PDCI depuis près de trente ans, Véronique Aka est vice-présidente de l'Assemblée nationale. Face à elle, l'ancien Premier ministre de Gbagbo tentera de profiter de l'émiettement de l'électorat du PDCI, puisqu'un autre de ses membres se présente en indépendant. Mais pour Affi N'Guessan, l'enjeu va bien au-delà. En perte de vitesse depuis plusieurs années, il retrouverait un nouvel élan en gagnant : il montrerait qu'il possède une vraie base et pourrait peser dans le cadre d'une future alliance ou d'une éventuelle réconciliation avec la branche rivale du FPI emmenée par **Abou Dramane Sangaré**. Sa carrière serait en revanche fortement compromise en cas d'échec.



AMANIAS LEKI/DAGBO PDCI



INFOGRAPHIE

Les leçons du second tour

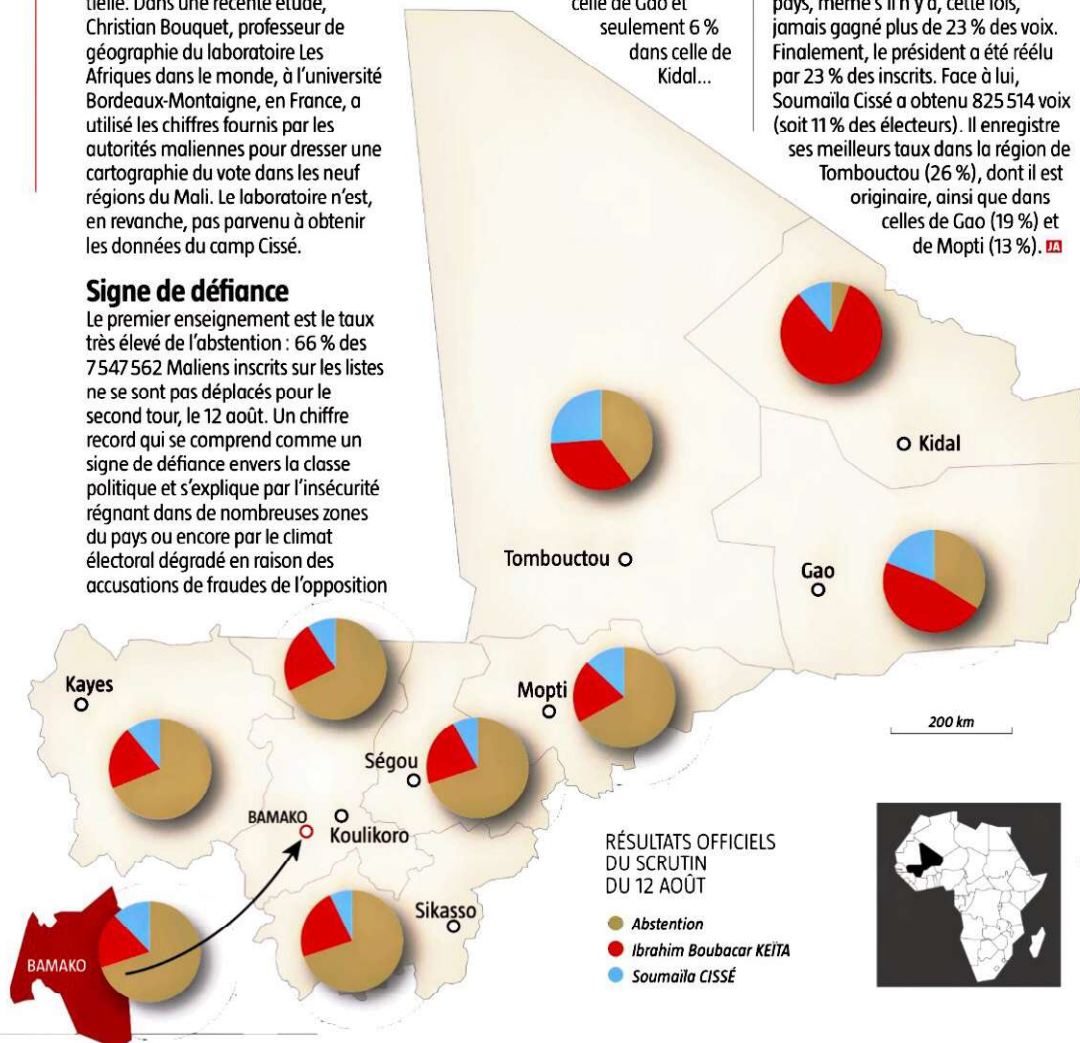
Un mois après l'investiture d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) pour un second quinquennat, son rival Soumaila Cissé continue à contester les résultats de la présidentielle. Dans une récente étude, Christian Bouquet, professeur de géographie du laboratoire Les Afriques dans le monde, à l'université Bordeaux-Montaigne, en France, a utilisé les chiffres fournis par les autorités maliennes pour dresser une cartographie du vote dans les neuf régions du Mali. Le laboratoire n'est, en revanche, pas parvenu à obtenir les données du camp Cissé.

Signe de défiance

Le premier enseignement est le taux très élevé de l'abstention : 66 % des 7547562 Maliens inscrits sur les listes ne se sont pas déplacés pour le second tour, le 12 août. Un chiffre record qui se comprend comme un signe de défiance envers la classe politique et s'explique par l'insécurité régnant dans de nombreuses zones du pays ou encore par le climat électoral dégradé en raison des accusations de fraudes de l'opposition

à l'encontre du régime. Alors que dans les régions du Sud et du Centre elle se situe entre 65 % et 70 %, l'abstention a été moindre dans le Nord, pourtant instable : 40 % dans la région de Tombouctou, 34 % dans celle de Gao et seulement 6 % dans celle de Kidal...

C'est par ailleurs dans ces trois régions du Nord qu'IBK réalise ses meilleurs scores : il récolte ainsi 34 % des suffrages à Tombouctou, 47 % à Gao et 83 % à Kidal. Il arrive par ailleurs en tête dans toutes les autres régions du pays, même s'il n'y a, cette fois, jamais gagné plus de 23 % des voix. Finalement, le président a été réélu par 23 % des inscrits. Face à lui, Soumaila Cissé a obtenu 825 514 voix (soit 11 % des électeurs). Il enregistre ses meilleurs taux dans la région de Tombouctou (26 %), dont il est originaire, ainsi que dans celles de Gao (19 %) et de Mopti (13 %).



SOURCE : IAW, UNIVERSITÉ BORDEAUX-MONTAIGNE

Un pour tous, tous pour un

Rêvant d'en découdre avec Emmanuel Ramazani Shadary, le dauphin de Joseph Kabila, sept leaders de l'opposition ont décidé d'unir leurs forces et de se choisir un candidat unique pour la présidentielle du 23 décembre. Reste à savoir qui portera le flambeau.

TRÉSOR KIBANGULA, *envoyé spécial*

Il est des jours où le hasard décide de vous donner un joli coup de pouce. Félix Tshisekedi, 55 ans, en a plusieurs fois fait l'expérience. Son entourage se garde bien de s'en réjouir publiquement, mais, ces dernières semaines, l'exil forcé de Moïse Katumbi et la disqualification de Jean-Pierre Bemba pour l'élection présidentielle du 23 décembre ont plutôt rendu service au chef de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS).

Et voilà que le sort s'en est de nouveau mêlé, le 29 septembre à Kinshasa, lors de ce qui fut le premier grand meeting de l'opposition congolaise réunie. Ce jour-là, Félix Tshisekedi est le dernier à s'exprimer devant les milliers de personnes rassemblées sur le boulevard Triomphal, à côté du stade des Martyrs. « Une simple affaire d'ordre alphabétique », minimisent certains de ses détracteurs, mais qui permet à Félix Tshisekedi de faire le show : Bemba et Katumbi ne sont pas là et n'interviennent que par vidéoconférence. Martin Fayulu, Vital Kamerhe, Freddy Matungulu et Adolphe Muzito ont déjà pris la parole. Quand vient enfin son tour, après s'être fait attendre et désirer à son arrivée, le fils du Sphinx de Limete enfile le costume de candidat unique de l'opposition. La foule l'acclame. Et tant pis si les tractations sont encore en cours. « Tout a été pensé, calculé pour que la manifestation ressemble à un plébiscite en sa faveur », rouspète le lieutenant d'un autre candidat encore en lice.

Entre ces sept leaders de l'opposition (à Kinshasa, d'aucuns les surnomment les « L7 »), le match a déjà commencé. Les uns et les autres se jaugent, tentent d'évaluer le

rapport de force – « amical », précise l'un d'eux, amusé. Mais l'enjeu est crucial : qui sera le plus à même de l'emporter face à Emmanuel Ramazani Shadary, le dauphin de Joseph Kabila, le président sortant ? Sur les sept, quatre sont encore candidats : Tshisekedi, donc, mais aussi l'ancien président de l'Assemblée nationale Vital Kamerhe, ainsi que Martin Fayulu et Freddy Matungulu. Bemba, mais aussi l'ancien Premier ministre Adolphe Muzito, ont été recalés. En exil forcé depuis deux ans, Katumbi n'a, lui, pas pu retourner en RD Congo pour déposer son dossier de candidature.

Déclat

Aujourd'hui, l'ancien gouverneur de la riche province du Katanga (aujourd'hui démembrée) est l'un de ceux qui travaillent à « refaire l'unité de l'opposition », comme en juin 2016, en Belgique, lors de la constitution du Rassemblement autour d'Étienne Tshisekedi, décédé depuis. Mais l'opposition est affaiblie : ces dernières années, beaucoup ont cédé aux sirènes du pouvoir et rejoint le navire Kabila. Or, entre ceux qui sont restés à quai et qui s'affichent ensemble à présent, les rapports n'ont pas toujours été cordiaux. Vital Kamerhe, le président de l'Union pour la nation

**JEAN-PIERRE BEMBA
ET MOÏSE KATUMBI HORS JEU,
FÉLIX TSHISEKEDI
ET VITAL KAMERHE
PARAISSENT FAVORIS.**



congolaise (UNC), ne s'est-il pas souvent vu reprocher ses allers-retours entre la majorité et l'opposition? Le leadership de Félix Tshisekedi au sein du Rassemblement n'est-il pas parfois contesté? Ce n'est pas le grand amour non plus entre Martin Fayulu et Freddy Matungulu, un temps alliés au sein de la Dynamique de l'opposition. Leur entente a volé en éclats après la mort de Tshisekedi père. Il y a quelques mois, ils se sont invectivés par médias interposés. Alors, tout est-il pardonné?

Moïse Katumbi veut le croire. « Tous ont compris qu'il fallait oublier le passé,

se tourner vers l'avenir et mettre en avant l'intérêt supérieur de la nation », affirme-t-il. Lui-même manœuvre depuis plusieurs mois. Il dit avoir rencontré Jean-Pierre Bemba à deux reprises, lorsque ce dernier était encore détenu à La Haye et que ses espoirs de libération étaient minces, et c'est ensemble qu'ils auraient décidé de battre le rappel des troupes.

De coups de fil en tête-à-tête, de déjeuners en communiqués conjoints, « tout s'est fait de manière automatique », ajoute Katumbi. « Tout le monde y a mis du sien, confirme Adolphe Muzito, qui s'est déplacé

Le 29 septembre, à Kinshasa, des milliers de personnes ont acclamé Martin Fayulu, Vital Kamerhe, Freddy Matungulu, Adolphe Muzito et Félix Tshisekedi.



jusqu'à Bruxelles, début septembre, pour rencontrer l'ancien gouverneur. Prendre conscience que personne ne pouvait gagner seul nous a réunis. La RD Congo est très segmentée par des composantes communautaristes, voire linguistiques. Chacun d'entre nous n'est le leader que de tel ou tel morceau du territoire national. Même Joseph Kabila, qui disposait pourtant des moyens de l'État, n'a pas pu gagner seul [en 2006 et 2011]. » C'est fort de cette conviction qu'Adolphe Muzito a, dès le mois de mars dernier, établi des contacts avec l'UNC de Kamerhe et le Mouvement de libération du Congo (MLC) de Bemba. Il fallait « tenter de créer un déclic » au sein de l'opposition, explique-t-il. À l'époque, le Parti lumumbiste unifié (Palu), dont il est le secrétaire général adjoint chargé des questions électorales, n'apprécie pas et le suspend. Au même moment, Muzito rencontre aussi Laurent Monsengwo Pasinya, l'archevêque de Kinshasa. Il en retient un appel du cardinal à consolider « l'unité de l'opposition » pour « porter des revendications de manière démocratique ».

Oiseau rare

Tandis qu'elle rejette l'utilisation des machines à voter et exige que le fichier électoral soit expurgé de « 10 millions d'électeurs fictifs », l'opposition se cherche donc un candidat commun – c'est en tout cas l'option qui a officiellement été retenue à Bruxelles, le 12 septembre. Reste à trouver l'oiseau rare. À l'heure actuelle, Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe paraissent favoris. Le premier a hérité de la base électorale de son père à Kinshasa et dans le centre du pays ; le second, arrivé troisième en 2011, demeure très populaire dans l'Est, particulièrement dans son Kivu natal. Mais le pouvoir n'exclut pas d'engager des poursuites contre Tshisekedi pour un « faux diplôme » qui aurait été joint à son dossier de candidature. Et puis, dans le couloir des outsiders, Freddy Matungulu croit encore en ses chances. « Si l'objectif est de trouver des solutions aux problèmes très complexes auxquels notre pays est confronté, je suis la personne la plus qualifiée », jure cet ancien du FMI qui, sur un mur de la salle de réunion dans laquelle il a l'habitude de recevoir, a fait accrocher un portrait de l'Ivoirien Alassane Ouattara à côté de



ATOUTS ET HANDICAPS DES QUATRE ENCORE EN LICE

1. Martin Fayulu, 61 ans

Homme d'affaires formé en France et en Californie, et ex-député à Kinshasa.

Très présent sur le terrain, il a été de toutes les manifestations anti-Kabila depuis 2015 et il est très engagé dans le combat contre la machine à voter.

Populaire à Kinshasa ; assise nationale moyenne.

2. Vital Kamerhe, 59 ans

Ancien ministre, ex-président de l'Assemblée nationale, arrivé troisième à la présidentielle de 2011.

Ses passages du pouvoir à l'opposition lui sont souvent reprochés.

Populaire dans le Kivu ; assise nationale forte.

3. Freddy Matungulu, 63 ans

Technocrate, ex-ministre des Finances.

Originaire du Grand Bandundu. Assise nationale faible.

4. Félix Tshisekedi, 55 ans

Populaire à Kinshasa et dans le Grand Kasai. N'a jamais géré la chose publique ; assise nationale forte.

N'a pas la notoriété de son père, mais peut compter sur la puissance de la machine UDPS.

celui d'Étienne Tshisekedi. Très actif lors des dernières manifestations anti-Kabila, Martin Fayulu rappelle de son côté que « depuis le 3 décembre 2015, [son] parti avait préconisé la primaire ou l'arbitrage pour le choix du candidat ». Le leader de l'Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé) ajoute que rien ne sert de se dépêcher et que « chacun doit d'abord décliner son programme ».

Jean-Pierre Bemba n'est pas loin de penser comme lui. Le président du MLC insiste sur la nécessité de conclure un « accord de coalition » autour d'une vision et d'un programme communs. Abondant dans ce sens, Adolphe Muzito prévient ses « nouveaux amis » restés dans la course : « Nous ne nous mettrons pas d'accord s'ils maintiennent leurs programmes, chiffrés on ne sait comment. Je veux participer avec eux à l'élaboration d'un programme cohérent et pertinent. » Il ajoute que seul un solide projet de société permettra à l'opposition de remporter la présidentielle et d'arracher la majorité parlementaire « nécessaire pour gouverner ».

Un transfert des voix incertain

Pourtant, le temps presse. Une deuxième réunion des « sept leaders » devrait se tenir le 10 octobre à Paris. Sera-t-elle celle du choix du candidat unique ? Rien n'est moins sûr. « Il nous appartiendra, à nous sept, de le désigner parmi les quatre restés dans la course », soutient Katumbi, prenant officiellement acte, pour la première fois, de sa mise à l'écart « illégale » et promettant de « contribuer » au financement de la campagne du futur champion de l'opposition.

Mais rien de tout cela ne garantit qu'il y aura un transfert des voix entre les uns et les autres. « Chez nous, le vote est foncièrement communautaire, relève le conseiller de l'un des candidats. Dans certaines circonscriptions, un prétendant peut bien construire des tours Eiffel partout, s'il n'est pas du coin, il ne sera jamais élu. » D'où cette autre idée qui commence à émerger : celle d'« encercler » le dauphin de Kabila. Un poids lourd de l'opposition dans l'Est, un autre dans l'Ouest. Cette stratégie n'est pas sans déplaire à l'entourage de Vital Kamerhe, qui verrait bien son champion constituer un tandem avec Félix Tshisekedi. ■

GHEHEN DIBOURTHOUMBEU POUR JA - VINCENT FOURNIER/JA - DR - COUIN DE LOSSE POUR JA



Économie

Têtes d'affiche / Stratégie / Affaires déclassées / Débats



BOLLORÉ TRANSPORT & LOGISTICS

*« Nous visons
le top 5 mondial
des logisticiens »*



De la réorganisation des activités du groupe au partenariat noué avec le chinois Alibaba, le dirigeant revient sur les grands dossiers du moment et détaille la stratégie mise en œuvre en Afrique.

Propos recueillis par **OLIVIER CASLIN**

Omniprésent dans l'actualité portuaire africaine entre les années 2004 et 2014, durant lesquelles il remporte de nombreux contrats de concession le long du golfe de Guinée, le groupe Bolloré s'est depuis montré beaucoup plus discret. Le temps qu'il se réorganise, qu'il change de nom et de président-directeur général, Cyrille Bolloré succédant alors à son père, Vincent, à la tête de toutes les activités logistiques du groupe, désormais regroupées sous le nom de Bolloré Transport & Logistics (BTL, 7,9 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2017). Une transformation qui inaugure un véritable changement d'ère pour l'entreprise, bien décidée à sortir des ports et de l'Afrique pour se placer dorénavant comme un opérateur logistique global, capable de proposer toute la gamme de services attendus par ses clients, et ce dans les 106 pays où le groupe est actif. Présent depuis 1993 dans l'entreprise, Philippe Labonne, 52 ans, occupe depuis 2015 les fonctions de directeur général adjoint de BTL et revient en exclusivité pour *Jeune Afrique* sur la nouvelle stratégie mise en œuvre ces dernières années pour répondre aux besoins d'un continent également en pleine mutation.

Jeune Afrique: En 2016, Bolloré Africa Logistics (BAL) et les autres filiales logistiques du groupe ont été intégrés sous l'entité BTL. Au-delà du changement de nom, est-ce un repositionnement stratégique?

Philippe Labonne: En 2014, Cyrille Bolloré a décidé de sortir d'une organisation géographique et de regrouper l'ensemble des activités

logistiques pour créer un groupe structuré selon ses expertises métier. Cette réorganisation nous permet de faire face, d'un côté, au phénomène de consolidation des acteurs maritimes et, de l'autre, au mouvement de concentration de chargeurs toujours plus globaux qui peuvent même, parfois, avoir aussi une vocation logistique, comme les Gafa. Ce regroupement est donc en effet stratégique, puisqu'il doit nous permettre d'être, à terme, dans les cinq premiers acteurs mondiaux de la logistique. Nous aussi avons consolidé nos activités, en commençant par celles que nous détenons en propre, de manière à gérer nos différents métiers à l'échelle mondiale. Même si nous conservons une spécificité africaine forte.

C'est cette réorganisation qui explique votre discrétion ces dernières années en Afrique?

Nous avons préféré prendre le temps de nous assurer que nous étions en phase avec les attentes de nos clients plutôt que de juste le faire savoir.

Vous dites que Cyrille Bolloré a voulu ce changement d'organisation dès 2014, mais quel a été le rôle de son père?

J'accompagne Cyrille depuis cette date, et je peux vous assurer que c'est lui le véritable pilote de cette réorganisation. Aujourd'hui, il est le PDG de BTL, quand Vincent est le PDG du groupe Bolloré.

Comment le groupe a-t-il vécu les accusations de corruption portées à son encontre dans les dossiers de Lomé et de Conakry?

Je ne veux pas commenter une affaire de justice en cours, mais le plus important, à travers cette épreuve, →

DE NOUVEAUX SERVICES PAR BARGES À LAGOS

Opérateur intégré, Bolloré est aussi présent dans le domaine du transport fluvial. Sa filiale Socatraf déploie, depuis une trentaine d'années, ses barges et ses pousseurs sur le fleuve Congo, le long du corridor Pointe-Noire, Brazzaville, Bangui. En plus d'assurer l'approvisionnement de la République centrafricaine en hydrocarbures, elle transporte chaque année quelques dizaines de milliers de tonnes de fret. À cela s'ajoute la gestion du port de Brazzaville, récupérée en partie lors de la liquidation de Necotrans, en août 2017. Mais l'actualité est ailleurs pour l'opérateur, qui expérimente à Lagos de nouveaux services par barges, entre son port de Tin Can et les plateformes logistiques installées dans l'hinterland. L'objectif, encore modeste, est d'extraire 3 000 conteneurs de la congestion routière. L'expérience est suivie de très près par les différents opérateurs de la place. *a.c.*



→ c'est le soutien de nos partenaires et la confiance qu'ils continuent de placer en nous. Nous avons mis en œuvre, depuis dix ans, un dispositif d'éthique qu'ils connaissent très bien, qui est régulièrement audité par nos clients et qui justifie pleinement cette confiance.

L'attribution du deuxième terminal à conteneurs d'Abidjan (TC2) fait également l'objet d'une enquête, selon la presse ivoirienne. Qu'avez-vous à dire sur ce dossier ?

Le TC2 a été attribué à l'issue d'un appel d'offres très disputé, et notre proposition a été retenue parce qu'elle anticipait au mieux la reprise de l'économie ivoirienne. C'est notre connaissance du terrain, de son attractivité régionale et des grands flux maritimes qui nous ont permis de faire l'offre la plus audacieuse. Le défi, pour les opérateurs présents en Afrique, consiste à être en mesure de faire jouer les économies d'échelle pour faire de ces terminaux de véritables leviers de croissance pour leur pays. Les prestations sur les quais doivent pour cela être fournies à un prix compétitif, comme c'est le cas à Abidjan.

NOUS AVONS INVESTI PRÈS DE 3 MILLIARDS D'EUROS POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DES INFRASTRUCTURES ET ACCROÎTRE L'ATTRACTIVITÉ DU CONTINENT.

On vous reproche pourtant d'être plus cher que la concurrence, voire de ne pas respecter vos programmes d'investissements, comme à Owendo...

Nos volumes d'investissements parlent pour nous. Nos contrats sont transparents, tout le monde peut donc constater que nous tenons nos engagements. Au Gabon, nous avons cherché à investir depuis 2009, c'est l'organisation interne au port qui nous a en empêchés. Quant à nos tarifs, je rappelle qu'ils sont réglementés et bien souvent publiés dans les appels d'offres. Nous n'avons aucun intérêt à proposer des tarifs élevés. Au contraire, c'est en proposant une

logistique performante, au meilleur prix, que nous attirons les volumes qui nous rendent compétitifs. Notre priorité, aujourd'hui, c'est la transformation des comportements logistiques en Afrique.

C'est-à-dire ?

Les vrais freins à la compétitivité du secteur viennent aujourd'hui des coûts additionnels autour du port, notamment de ceux liés à la congestion urbaine, qui pèse entre 5 % et 6 % du PIB. Depuis dix ans, nous avons investi à hauteur de 300 millions d'euros chaque année pour améliorer la qualité des infrastructures et accroître l'attractivité du continent. Or, si nous avons réussi à pallier cette déficience portuaire en Afrique, nous ne sortons toujours pas les marchandises des terminaux de manière satisfaisante. Quand en Asie un conteneur reste en moyenne trois jours, les temps d'attente sont cinq fois plus longs en Afrique. Les opérateurs africains ne peuvent pas être compétitifs. Nous nous impliquons donc pour fluidifier la logistique urbaine et périurbaine. Notre ambition dépasse désormais de très loin la simple fonction d'acteur portuaire. En tant qu'opérateur

logistique intégré, nous devons être en mesure d'accompagner nos clients partout où nous sommes présents.

Que pensez-vous de la récente arrivée des navires de capacité de 10 000 EVP dans le golfe de Guinée ?

C'est justement pour pouvoir attirer de tels navires en Afrique que nous avons construit le terminal de Pointe-Noire en 2008. Avec Kribi, Cotonou et Lomé, nous disposons aujourd'hui de quatre ports capables de recevoir des navires de cette taille. En attendant Tema, actuellement notre principal projet en Afrique, en 2019, et le TC2 d'Abidjan l'année suivante.



La capacité de traitement du TC2 devrait atteindre 1,5 million d'EVP par an.

Vous avez, en dehors de Kribi, remporté peu de nouvelles concessions ces dernières années. Pour quelles raisons ?

D'abord parce que l'infrastructure portuaire est globalement à la hauteur sur le continent. Ensuite, notre objectif n'est pas d'ajouter des terminaux qui gardent leurs conteneurs deux semaines, mais de faire en sorte que les infrastructures dont nous avons la responsabilité exercent un impact maximal sur les économies. C'est la raison pour laquelle nous portons notre attention sur l'amélioration de la logistique entre les villes et les ports. Nous avons également déployé notre expertise hors d'Afrique, dans des pays émergents présentant des environnements similaires en matière de maturité économique, à Tuticorin, en Inde, dont le port a été inauguré en mars, au Timor oriental, où nous venons récemment de démarrer la phase de construction du terminal.

Vous êtes devenu opérateur en Asie, mais vous ne gérez pas de terminaux en Afrique orientale ou en Afrique du Nord. Pour quelle raison ?

Nous avons répondu à l'appel d'offres de Mombasa car nous pensions pouvoir y démarrer rapidement nos opérations, mais le projet a depuis été gelé. Je rappelle que nous sommes présents dans 48 pays africains. Nous sommes le premier